



IDEES & DEBATS

LE POINT DE VUE

de Bernard Meunier

Vaccins : l'étrange défaite française

L'annonce par l'Institut Pasteur de l'arrêt de son projet de vaccin contre le coronavirus SARS-CoV-2 laisse un goût amer chez les scientifiques et dans l'opinion publique. Ce goût, c'est celui d'une « étrange défaite », non pas celle de 1940 si bien décrite par Marc Bloch, mais une défaite biomédicale dans le pays de Pasteur. Le groupe pharmaceutique Sanofi, avec ses racines françaises, ne fait pas mieux. Son vaccin, dont le projet est remis en chantier, ne sera pas prêt avant des mois.

L'innovation thérapeutique ne peut se faire que dans les pays où le continuum recherche-innovation fonctionne réellement. L'Allemagne fait la course en tête avec un vaccin à ARN dont les créateurs ont des liens forts avec l'université de Mayence et la Grande-Bretagne arrive avec un vaccin conçu à l'université d'Oxford. Très vite, des grands groupes pharmaceutiques agiles se sont associés à ces projets, démontrant combien l'association des compétences universitaires et industrielles fonctionne dès lors que la collaboration est réelle.

Par ailleurs, même si peu de personnes le savent, l'Agence nationale de recherche sur le sida (ANRS) a cessé, au début des années 2000, de financer les recherches sur les antiviraux chimiques, ce qui nous a laissés en dehors de la création de la trentaine de médicaments utilisés couramment dans le traitement du sida.

Cette crise sanitaire vient ainsi de mettre en évidence ce qui se disait souvent à demi-mot : nous avons décroché par rapport au peloton de tête. Le nier, ou simplement soutenir que cela est dû à un manque de moyens financiers, ne

sera pas une réponse suffisante, ni pour l'opinion publique largement sollicitée pour faire des dons pour la recherche biomédicale, ni pour la communauté scientifique. Nous exportons facilement des chercheurs de talent dans des universités étrangères et nous savons maintenant que le dirigeant de la société américaine qui produit un autre vaccin à ARN est un français, formé et ayant exercé dans notre pays.

Les chercheurs français sont las de devoir de passer leur temps à remplir des papiers inutiles, ce qui les détourne de leur véritable activité.

Osons regarder et comprendre les raisons de ce décrochage. Evitons de dire que tout va bien et que quelques milliards de plus suffiraient. La gouvernance de nos structures de recherche est-elle adaptée aux enjeux actuels ? Non. Les chercheurs français sont las de devoir de passer leur temps à remplir des papiers inutiles, ce qui les détourne de leur véritable activité, celle de chercher pour trouver, parfois, de bonnes solutions à des problèmes de santé publique.

Le financement de notre recherche utilise de manière excessive la méthode des appels à projets, lesquels sont trop souvent rédigés par des comités plus fascinés par des listes de mots clés que par le soutien aux chercheurs et aux équipes compétentes. La sélection des projets

laisse trop souvent la place à des critères annexes, avec le souci de faire plaisir à tout le monde en étant « à la mode ». Cela conduit à une recherche dont le premier but est devenu celui de produire des publications que les organismes d'évaluation comptent. Peu importent l'intérêt et la qualité, c'est le nombre qui compte. Prendre des risques sur des sujets de recherche difficiles ne rapporte rien aux chercheurs. Certains infectiologues ont « réussi » à signer des dizaines et des dizaines de publications sur le Covid-19 en 2020 (de 6 à 10 par mois pour certains !) Les publications des CHU sont comptabilisées par un système, dont l'acronyme est Sigaps, permettant aux services qui ont le plus de publications d'avoir un petit bonus financier.

Il est temps de revenir à la raison, d'alléger la bureaucratie, et de soutenir les équipes de recherche qui sont engagées dans cette compétition internationale qu'est la recherche biomédicale, sans en oublier sa raison d'être, c'est-à-dire améliorer les soins et aider à la création de nouvelles thérapies. Nous ne pouvons nous contenter d'importer des vaccins et des médicaments. Il faut prendre conscience que le contribuable et les donateurs ne sauraient indéfiniment soutenir financièrement des institutions qui resteraient en retrait des structures équivalentes d'autres pays de taille comparable. La France doit continuer à être un pays de création de vaccins et de médicaments. Nous ne pouvons faire fi de notre histoire.

Bernard Meunier est ancien président de l'Académie des sciences et membre de l'Académie de pharmacie.

